Déclaration liminaire de l'intersyndicale
CDEN du 03 novembre 2026

Madame la Préfète, Monsieur le Directeur académique de la Savoie, Madame la Vice-présidente du Conseil départemental, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'intersyndicale éducation de la Savoie tient aujourd'hui à s'exprimer dans une déclaration commune concernant le contexte départemental du mouvement social national.

Nous tenons, en premier lieu, à réaffirmer que la mobilisation de nos élèves lycéen·nes est légitime. Leur colère, leurs inquiétudes et leurs revendications pour refuser une École qui fonctionne avec toujours moins de moyens, plus de pression et plus d'inégalités, doivent être entendues et prises en considération.

Cette jeunesse nous rappelle que les pénuries qui frappent les lycées ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques et budgétaires. Elle nous rappelle qu'il n'y a pas de fatalité à accepter de faire des économies sur les postes, les conditions d'enseignement ou le bâti scolaire. Aucune fatalité à demander toujours plus aux personnels tout en donnant toujours moins à l'École.

Nos organisations syndicales partagent ces revendications pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité. Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former, construire leur avenir dans des conditions dignes.

En quelques jours, les lycéennes et les lycéens ont bousculé l'agenda politique du gouvernement et le paysage social. Nous déplorons que la première réponse à leurs actions ait été de les réprimer dans une violence, elle aussi inédite.

L'intersyndicale dénonce la répression à l'œuvre depuis le début de ce mouvement social. Le gouvernement a fait le choix de répondre par la force et la répression policière dans une proportion inédite et inacceptable. Près de 10000 interpellations depuis le début du mouvement social, des élèves mutilés à vie, choqué·es, blessé·es.

En Savoie, les premiers blocages de la semaine du 29 septembre à Monge puis Louis Armand et enfin Vaugelas se sont parfaitement déroulés, dans des rassemblements revendicatifs, calmes et déterminés. Cette semaine s'est d'ailleurs terminée par une manifestation qui a déambulé dans Chambéry sans aucun incident. Les forces de police escortaient alors les manifestant·es tout en se tenant éloignées.

Les semaines suivantes ont, en revanche, été marquées par un durcissement clair des consignes de maintien de l'ordre. Le Mardi 6 octobre, notamment, durant une matinée entière, les forces de l'ordre ont fait un usage massif et disproportionné de grenades lacrymogènes. Les lycéen·nes et adultes présent·es devant le lycée Monge ont reçu un gazage insensé jusqu'à l'épuisement avec des vomissements et des malaises… Des gazages en spray ont été, à plusieurs reprises sur les blocages suivants, pratiqués à bout portant, dans le visage, sans sommations préalables, sur des jeunes et des

représentant·es des organisations syndicales. Ces mêmes militant·es se sont vu·es insulter à plusieurs reprises par les forces de l'ordre.

Des intimidations, attitudes et propos racistes ont pu être constaté·es de la part des forces de l'ordre. Des gendarmes se sont également déplacés aux domiciles de lycéen·nes pour exercer des pressions.

Les forces de police ont depuis le début du mouvement eu massivement recours aux fouilles, contrôles d'identité et interpellations, et parfois jusqu'à six fois dans la même demi-journée pour les personnes racisées.

Ainsi, depuis le 29 septembre à Chambéry, on compte plusieurs dizaines d'interpellations parmi lesquelles une majorité ont donné lieu à des gardes à vue de mineurs. Une dizaine de lycéens, au moins, a passé une nuit au poste depuis le début du mouvement. Ces gardes à vue ont pour certaines abouti à des convocations futures et à des contrôles judiciaires très resserrés d'ici là, incluant couvre-feu ou interdiction de manifestation.

Le samedi 17 octobre, comme partout en France, les chambérien·nes se sont rassemblé·es pour une manifestation d'une ampleur jamais vue depuis la réforme des retraites en 2019. Et comme partout, les forces de l'ordre sont intervenues avant même le début des manifestations, nassant les manifestant·es et les noyant sous les gaz lacrymogènes.

Cela n'a eu comme conséquence que la désorganisation totale provoquant la panique, la colère et le désordre. Face au chaos induit, les forces de l'ordre qui ne maîtrisaient plus la situation, ont fait usage d'armes mutilantes : tirs de LBD et lancers de grenades de désencerclement. Ces armes ont touché indistinctement les personnes présentes, parfois non manifestantes, faisant plusieurs blessés : atteintes auditives, malaises, coups, brûlures et plaies ouvertes qui ont fait l'objet d'hospitalisations et d'arrêts de travail.

L'intersyndicale dénonce ces méthodes de répression violentes et exige l'abandon de l'usage de ces armes mutilantes. Aucune vitrine brisée ne vaut de mettre en danger l'intégrité et la vie de personnes.

Suite à cet épisode désastreux causé par un maintien de l'ordre défaillant, le gouvernement, aux abois mais soutenu par un traitement médiatique aux relents nauséabonds, s'enferre dans une stratégie dangereuse, amalgamant les mobilisations des lycéen·nes et étudiant·es, des salarié·es, des parents d'élèves et des retraité·es avec les agissements violents d'une minorité que nous condamnons. Ce choix irresponsable qui traite un mouvement social légitime comme des « violences urbaines » ne peut qu'aggraver la situation sociale et affaiblir la démocratie, en invisibilisant les revendications qui s'expriment avec force, après 10 ans de macronisme qui laissent le pays dans un état économique et social désastreux.

A Chambéry notamment, Madame la Préfète, vous avez interdit tout rassemblement et manifestation, imposé un périmètre interdit, procédé à l'usage de drones, déposé des arrêtés interdisant le port d'équipements de protection des manifestant·es. Pour rappel, selon Amnesty International, le fait d'interdire l'usage d'équipements comme des lunettes de protection ou du sérum physiologique est contraire au droit international. Par exemple, la fouille systématique et la confiscation d'outils de premiers secours qui ne peuvent pas être considérées comme des armes par destination, empêchent les personnes de se soigner. Le fait que du matériel de premier secours ait été confisqué aux street medics est aussi choquant, car ce matériel peut être indispensable pour prodiguer des soins de première urgence et, on l'a vu à Paris, ont permis de sauver des vies !

Ces arrêtés répressifs multiples sont une stratégie pour mettre à mal l'exercice de libertés fondamentales, à commencer par celles du droit constitutionnel de manifester.

La réponse disproportionnée des forces de l'ordre abîme encore davantage la confiance de la jeunesse envers les institutions.

Et c'est dans ce contexte de criminalisation du mouvement social et de banalisation et d'intensification des discours racistes sous l'impulsion de l'extrême droite et d'une partie de la droite, avec le relais de certains médias, qu'un acte terroriste raciste a été perpétré à Trappes. À l'approche de l'élection présidentielle, cette surenchère dans les discours de haine est particulièrement inquiétante. Ces discours ne sont pas sans conséquences : ils légitiment les préjugés racistes et contribuent à créer un climat propice aux passages à l'acte violents.

Aujourd'hui c'est donc la confiance dans notre démocratie qui est abîmée. Ce gouvernement et le Président de la République en sont comptables.

Se mobiliser, exprimer des revendications, manifester pacifiquement sont des droits fondamentaux qui doivent être respectés. Une profonde aspiration à l'égalité, à la justice sociale, fiscale et environnementale traverse le pays. Le gouvernement doit cesser d'y répondre par la violence, quelle qu'elle soit et doit entendre les revendications légitimes de la jeunesse et du monde du travail.

Nous soutenons le droit des lycéen·nes et des étudiant·es à se mobiliser, à manifester et à se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

Les organisations syndicales soutiennent la mobilisation lycéenne et, dans la poursuite du mouvement social, appellent l'ensemble des travailleur·ses de ce pays à se mettre en grève ce jeudi 5 novembre pour d'autres choix budgétaires et politiques.